



Mouvement pour les Droits et le Respect des Générations Futures

Source : www.biocontrol.ca/pdf/Bio6FR-Final.pdf

Actions de détaillants européens

>>> **Au Royaume-Uni**, où les débats sur les résidus de pesticides dans les aliments suscitent plus d'intérêt qu'en Amérique du Nord, de nombreuses chaînes de détaillants ont choisi de rendre publiques les listes de produits de lutte contre les organismes nuisibles que leurs fournisseurs ne sont pas autorisés à utiliser. Des détaillants comme Marks and Spencer, le Co-operative Group et Sainsbury's publient également les résultats de leurs propres programmes de surveillance des résidus de pesticides. Ces entreprises ont annoncé des **politiques en faveur des stratégies de lutte biologique contre les ravageurs**. Mais bien que ces politiques aient certainement donné des résultats positifs, il est difficile d'évaluer si elles ont mené à une adoption plus large des pratiques de biocontrôle.

D'après Stephanie Williamson du Pesticide Action Network-UK, il y a des exemples d'entreprises européennes et d'associations de producteurs faisant usage de phéromones, d'organismes utiles et de biopesticides là où ils sont disponibles et relativement abordables, mais l'implantation dépend largement du système de culture. Comme en Amérique du Nord, l'adoption est chose courante dans les serres, mais faible dans les champs. Soulignons qu'il existe moins de biopesticides homologués en Europe qu'aux États-Unis ou même au Canada. Selon Mme Williamson, les compressions de prix actuelles résultant de la concurrence féroce que se livrent les détaillants constituent de véritables obstacles à l'adoption de systèmes de culture plus écologiques. Peu de cultivateurs ont les moyens d'investir le temps et l'argent nécessaires pour changer leur pratique agricole en l'absence d'incitations financières comme des hausses des primes ou un important soutien technique et commercial à long terme.

The Co-op, un grand détaillant britannique et en même temps le plus important gérant d'exploitation agricole en Grande-Bretagne, exploite une division agricole appelée « farmcare » avec ses fermiers en Grande-Bretagne et ses fournisseurs étrangers. Les producteurs reçoivent des avis spécifiques aux produits agricoles dans lesquels sont énumérées les pratiques existantes. De tels avis existent pour une demi douzaine de cultures en Grande-Bretagne et une autre demi douzaine de cultures sous les tropiques.

> **L'approche de la coopérative en matière de lutte contre les ravageurs est la suivante** : la prévention d'abord, appuyée par des mesures culturales et de lutte biologique, puis les pesticides chimiques les moins nocifs possibles en dernier recours.

Sainsbury's, une grande chaîne du Royaume-Uni, a mis sur pied des programmes de gestion intégrée des cultures qui utilisent des variétés résistantes aux maladies et des ennemis naturels comme les coccinelles pour tuer les prédateurs. En 1999, Sainsbury's a joué un rôle déterminant dans l'adoption de la norme EurepGAP de l'European Retailer Produce Working Group, à laquelle adhèrent tous les producteurs de fruits et légumes frais et surgelés de Sainsbury's à l'étranger. À l'exception de la Co-op, tous les grands supermarchés du Royaume-Uni sont membres d'EurepGAP. Pourtant, EurepGAP n'offre aucun soutien évident ou aucune incitation à pratiquer la lutte biologique. En fait, dit Mme Williamson, les versions actuelles des normes de l'EurepGAP sont plus faibles que les normes antérieures en matière de LAI et de lutte biologique. Un domaine dans lequel le biocontrôle connaît certains succès est le développement de l'horticulture d'exportation vers l'Europe par suite des exigences plus strictes de l'UE en matière de résidus.

>>> **En Hollande**, La chaîne de supermarchés néerlandaise **Laurus** s'est récemment associée aux chercheurs de l'Université de Wageningen dans un projet visant à mettre en place des Actions de détaillants européens et adoption de la lutte biologique protocoles de lutte antiparasitaire intégrée/gestion intégrée des cultures (LAI/GIC) élaborés par l'université. Travaillant avec l'ONG néerlandais Natuur en Milieu, Laurus mettra ces protocoles à l'épreuve en 2006 dans des projets pilotes embrassant dix cultures. L'entreprise fait présentement face à des pressions énormes pour

améliorer ses résultats et c'est dans un tel contexte que fut prise la décision de se lancer dans une approche fondée sur la santé et la qualité de l'environnement dans l'espoir d'attirer les clients.

>>> **Au Kenya**, la Real IPM Company aide Flamingo Holdings, l'un des plus gros exportateurs de fruits et légumes du pays, à utiliser des organismes utiles dans la production de plantes d'ornement et horticoles. La guêpe parasite *Diglyphus isaea* s'est montrée très efficace contre les larves de la mouche mineuse des feuilles, un redoutable ravageur des cultures horticoles. Ce que les producteurs ignoraient, c'est que *Diglyphus* était déjà présente dans les champs, sauf que les pulvérisations chimiques la tuaient. Un système fut mis sur pied pour capturer les parasitoïdes dans les restes de récoltes et de les utiliser sur de jeunes cultures pour lutter contre la mineuse des feuilles. Quand les quantités récoltées dans les fanes commencèrent à diminuer, des systèmes de culture en masse de *Diglyphus* furent mis en place. Après un an, on a pu se passer des produits chimiques et les taux d'introduction de *Diglyphus* ont même pu diminuer. Toutefois, de nombreux producteurs au Kenya ne sont pas au courant de ces succès et la mineuse des feuilles continue d'être trouvée sur des fruits et légumes du Kenya exportés vers l'UE. Real IPM gère aussi un programme de formation visant à aider les producteurs africains de cultures d'exportation à élever leurs propres populations d'ennemis naturels. Outre celui de *Phytoseiulus* et *Diglyphus*, l'élevage en masse d'*Encarsia* (pour les mouches blanches), *Aphidius* (pour les pucerons), de *Trichogramma* (pour les chenilles), d'*Orius* (pour les thrips) et d'autres insectes utiles est maintenant pratiqué au Kenya. Le programme Initiative Pesticides (PIP), financé par l'UE et créé pour aider les exportateurs des pays en développement à se conformer aux directives européennes plus strictes en matière de résidus, a aidé les entreprises horticoles à obtenir des services de formation et d'expertise-conseil en lutte antiparasitaire intégrée.

Source : www.biocontrol.ca/pdf/Bio6FR-Final.pdf